

des 26 et 27 novembre 1998

Trois récipiendaires à l'honneur

C'est devenu maintenant une tradition : chaque conseil permanent est l'occasion d'honorer ceux qui ont contribué à la cause de l'Union soit par leur travail et leur collaboration, soit par leur fidélité ou le caractère exceptionnel des services rendus .



Le Président ARIBAUT et Jean-Baptiste NERI
The President ARIBAUT and Jean-Baptiste NERI

Le conseil permanent de novembre n'a pas failli à cette règle en distinguant deux confrères et en rendant un hommage appuyé à un grand serviteur de l'Union. Ainsi, le cercle étroit des titulaires du grand diplôme d'honneur s'est enrichi de deux nouveaux membres :

Jean-Baptiste NERI (France)

Voilà une figure légendaire de l'Union qui est solennellement reconnue. Depuis 25 ans, "Jean-Baptiste", comme chacun aime à l'appeler, arpente les couloirs et les salles de réunions de l'Union. Depuis

25 ans, Jean-Baptiste NERI est le témoin des joies et des tempêtes de l'Union. Jean-Baptiste NERI : voilà un fidèle parmi les fidèles qui a toujours porté à l'Union son cœur et son soutien et qui a su, comme devait le souligner en termes chaleureux et bon enfant son parrain d'un soir -le Président Francis ARIBAUT-, communiquer sa ferveur à sa fille, notre amie Marie-Paule NERI-MANCINI, ancienne vice-présidente de l'Union Internationale.

Mais quel spectacle poignant que cette accolade entre les

deux anciens aussi émus que des collégiens participant à une distribution des prix !

Alexander WALKER (Ecosse)

Si vous questionnez quelques membres de l'Union pour savoir qui est Alexander, vous aurez l'extrême surprise de vous voir répondre que nul ne connaît d' "Alexander" au sein de notre honorable assemblée.

En revanche, si vous demandez « Sandy » un regard illuminé égayera le visage de votre interlocuteur qui vous



Me Marie-Thérèse CAUPAIN et "Sandy" WALKER
Mrs Marie-Thérèse CAUPAIN and "Sandy" WALKER

désignera, sans hésiter, "Sandy" WALKER.

"Sandy", à lui seul, est une institution dans notre institution. Depuis 20 ou 25 ans notre grand Ecossais chemine au travers des sentiers de l'Union où il fut, jusqu'à une période très récente, le seul anglophone et naturellement le seul britannique à dédaigner son insularité et à affronter ses collègues continentaux. Pour un anglo-saxon ne parlant pas un mot de français, quelle performance ! Son unique refuge fut, pendant longtemps, le regretté président

GREMONT (un rare français à s'exprimer en anglais !) ou, plus circonstanciellement, Charles GARETTO.

Mais l'affection que Sandy a toujours portée à notre organisation a contourné tous les obstacles et il est heureux que l'Union ait su reconnaître la grande valeur de ce personnage d'une profonde douceur et d'une rare sensibilité en lui conférant judicieusement la tâche de représenter l'Union Internationale des Huissiers de Justice au Royaume-Uni.

Me Marie-Thérèse CAUPAIN, Première Vice-Présidente de l'Union –en la circonstance marraine de choix– dont on connaît les multiples talents, nous en fit apprécier un nouveau dans son rôle de présentatrice bilingue et sut dire avec le sens des mots qui la caractérise toute l'estime, l'amitié et la reconnaissance que voue l'Union à "Sandy" qui reçut, à l'instant de la remise du diplôme d'honneur, le légitime et chaleureux hommage de toute l'assemblée.

Médaille d'Argent de l'Union Internationale

Anna LAMPEROVA (*Slovaquie*)

Madame LAMPEROVA n'est pas huissier de justice, ni même magistrat et encore moins diplomate ou autorité gouvernementale. Il s'agit d'un haut fonctionnaire du Ministère de la Justice de Slovaquie. Elle exerce les fonctions de Chef du Bureau des Relations Extérieures, section du Droit International.

Mais, Anna LAMPEROVA est un personnage hors du commun et surtout une grande amie de notre organisation. Evoquer Anna LAMPEROVA et l'Union Internationale c'est, de façon incontournable, évoquer la mémoire de Baudouin GIELEN. C'est en effet, au détour d'un couloir du Conseil de l'Euro-

pe à Strasbourg en 1992 que Mme LAMPEROVA et notre regretté Président tissèrent les premiers liens de ce qui devint par la suite une grande amitié.

La Slovaquie venait de recouvrer la démocratie et d'achever sa partition avec la République Tchèque. Pour ce nouvel état en quête d'un système judiciaire moderne et largement ouvert au monde extérieur, la rencontre entre Mme LAMPEROVA et Baudouin GIELEN fut une véritable amorce dans l'institutionnalisation de la profession d'huissier de justice en Slovaquie (nous savons comment Baudouin GIELEN maniait l'art de convaincre).

Le président ISNARD, ami de longue date de Mme LAMPEROVA et parrain de la récipiendaire devait rappeler que sans doute -sans la puissance de Baudouin GIELEN et surtout la faculté de perception et la volonté de persuasion de Mme LAMPEROVA auprès de son gouvernement- jamais nos



Me ISNARD félicitant Mme Anna LAMPEROVA
Mr ISNARD congratulating Mrs Anna LAMPEROVA

amis huissiers de justice slovaques ne siègeraient aujourd'hui à l'Union, car sans doute -à ce jour- jamais la profession libérale n'aurait vu le jour en République de Slovaquie.

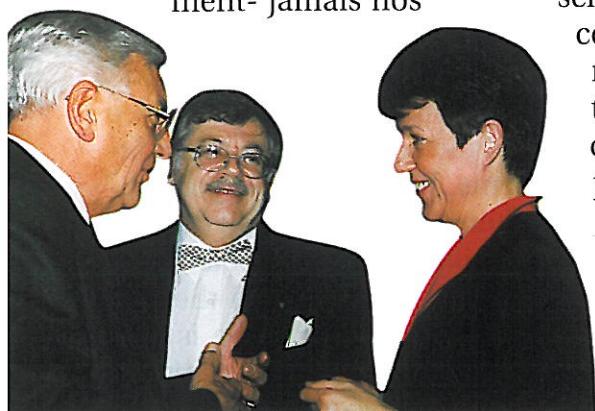
Les propos pathétiques tenus par Mme LAMPEROVA furent, là encore, pour rendre plus vivace la présence de Baudouin GIELEN parmi l'assemblée. L'émotion était à son comble lorsqu'elle reçut, en reconnaissance de son action, la médaille d'argent de l'U.I.H.J. à l'effigie du président GIELEN. Cette

distinction est généralement réservée aux hauts dignitaires et aux entités nationales, ce qui rehausse encore le caractère exceptionnel et le prestige de cette remise.

M. Vladimir VALACH, Ambassadeur de Slovaquie en France, qui honorait de sa présence la cérémonie, devait exprimer la fierté de son pays pour les marques de reconnaissance portées à Mme LAMPEROVA, puis remercier l'Union pour sa délicatesse à l'égard de sa compatriote et féliciter notre organisation pour la grandeur de sa tâche.

Mme LAMPEROVA félicitée par le Président BRIERS de Belgique et Me MATHIEU, Secrétaire permanent de l'U.I.H.J pour l'Amérique du Nord

Mrs LAMPEROVA congratulated by Mr BRIERS, President of Belgium, and Mr MATHIEU, Official Secretary of I.U.J.O. for North America





T *Three new members elect*

It has now become a tradition, at each permanent council, to honour those who have made a contribution to the cause of the Union either through their work and their collaboration or through their loyalty and the exceptional nature of their services.

The permanent council meeting in November kept up the tradition by honouring two colleagues and by rendering homage to someone who gave great service to the Union.

And so two new members have been admitted to the small band of those holding the highest honour:

Jean-Baptiste NERI (*France*)

Jean-Baptiste NERI is a legendary member of the Union who has been acknowledged with ceremony. For 25 years "Jean-Baptiste", as everyone likes to call him, has been a familiar figure in the corridors and meeting rooms of the

Union. For 25 years he has witnessed the joys and sorrows of the organisation. Always remarkable for his loyalty even among the most loyal, he has always given his heartfelt support to the Union and has been able, as President Francis ARIBAUT, his patron for the evening, stressed in the warmest terms, to communicate his enthusiasm to his daughter, our friend Marie-Paule NERI-MANCINI, former Vice-President of the International Union.

And what a poignant scene we witnessed between these two senior members who were as thrilled as children at their school prize day !

Alexander WALKER (*Scotland*)

If you asked who Alexander is among the members of the Union you would be surprised to learn that nobody knows of any "Alexander" within our honourable assembly.

On the other hand, if you asked for "Sandy", faces would light up and you would be pointed to "Sandy" WALKER without delay.

"Sandy", on his own, is an institution within an institu-

tion. Our great Scotsman has been steering his way around the Union for 20 or 25 years, and until very recently he was our only English speaker and obviously the only Briton to set aside his insularity and meet his continental colleagues. What an achievement for an English speaker, not knowing a word of French ! For many years his only refuge was the late President Gremont (one of the rare Frenchmen to speak English !) or more occasionally Charles GARETTO.

But the affection that Sandy has always shown for the organisation has overcome all obstacles and we are delighted that the Union has recognised the great value of this true gentleman by appointing him to represent the International Union of Judicial Officers in the United Kingdom.

Me Marie-Thérèse CAUPAIN, First Vice-President of the Union and patron of choice for the occasion, has many talents. We discovered yet another when she took on the role of bilingual presenter and was able to express, with the eloquence for which she is well known, all the esteem, friendship and recognition that the



Union feels for "Sandy", who received a real and warm tribute from the whole assembly along with his award.

Silver Medal of the International Union

Anna LAMPEROVA (*Slovakia*)

Mrs LAMPEROVA is not a judicial officer, judge, diplomat or politician, but a senior civil servant at the Ministry of Justice in Slovakia, where she is Head of External Relations, working in the section of International Law.

But Anna LAMPEROVA is a most unusual person and above all a great friend of our organisation, and the mention of her name at the International Union automatically evokes the memory of Baudouin GIELEN. The foundations for what was to become a great friendship were laid when the two met in a corridor at the Council of Europe in Strasbourg in 1992.

Slovakia had just split away from the Czech Republic and returned to democracy. The new state was looking for a modern judicial system which would be open to the world outside, and the meeting between Mrs LAMPEROVA and Baudouin Gielen marked the beginning of our profession in Slovakia (we know how Baudouin Gielen mastered the art of persuasion).



Mr Vladimir VALACH, Ambassador of Slovaquia in France,
and Maître ISNARD, President of International Union of Judicial Officers

M. Vladimir VALACH, Ambassadeur de Slovaquie en France, et
Me ISNARD, Président de l'Union Internationale des Huissiers de Justice
et Officiers Judiciaires

President ISNARD, a friend of Mrs LAMPEROVA for many years and her patron for the evening, reminded his audience that without the pugnacity of Baudouin GIELEN and, above all, the perception and powers of persuasion of Mrs LAMPEROVA, our Slovakian friends would not now be members of the Union, and there was no doubt that the profession would not have emerged as an independent entity in the Republic of Slovakia.

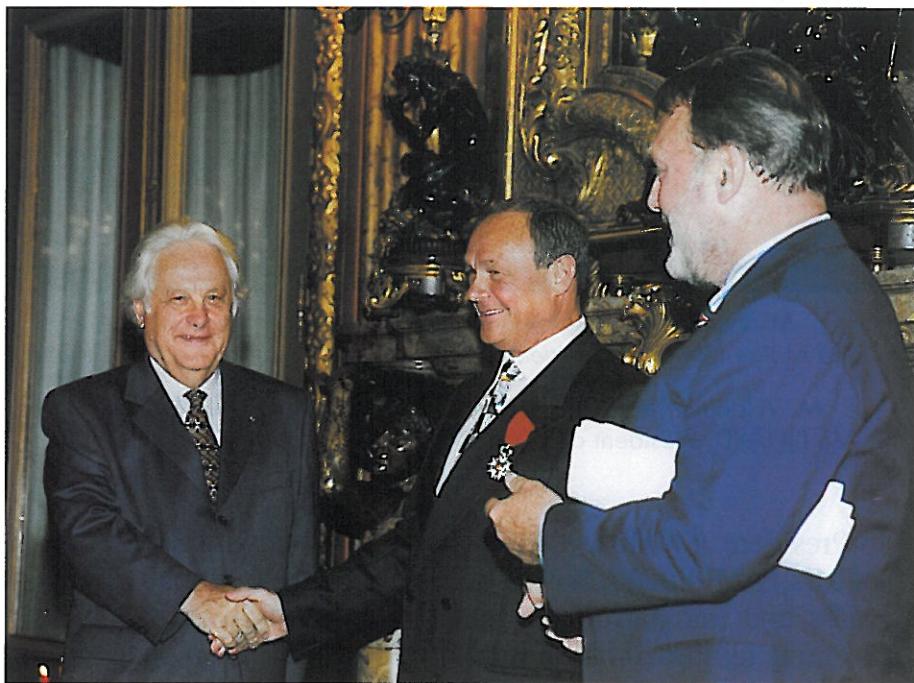
We were reminded yet again of Baudouin GIELEN in Mrs Lamperova's own very moving words.

Our feelings were at their height when Mrs LAMPERO-

VA received the silver medal of the International Union in the form of an effigy of President GIELEN, in recognition of her action. This distinction is usually reserved for the highest dignitaries and national bodies which made the award even more unusual and prestigious.

Mr Vladimir VALACH, Slovak Ambassador to France, who honoured the ceremony with his presence, expressed his country's pride in the recognition given to Mrs LAMPEROVA. He thanked the Union for the consideration it had shown his compatriot and congratulated the organisation on the scale and importance of its mission. □

Le Président Jacques ISNARD reçu dans l'ordre de la Légion d'Honneur



Le Président ISNARD félicité par le premier Magistrat de France, M. Pierre TRUCHE, et applaudi par le Président BERTAUX

The President ISNARD congratulated by the First Magistrate of France, Mr Pierre TRUCHE, and applauded by President BERTAUX

C'est au cours d'une cérémonie aussi chaleureuse que prestigieuse que, le 17 septembre dernier, notre Président, Me Jacques ISNARD, a reçu les insignes de la Légion d'Honneur des mains de M. Pierre TRUCHE, Premier Président de la Cour de Cassation.

M. le Président de la Chambre Nationale française, Me Jacques BERTAUX, avait réuni autour de l'heureux récipiendaire,

outre les plus hautes personnalités du monde judiciaire français, sa famille, ses amis et collaborateurs, tous témoins des étapes successives de sa remarquable carrière professionnelle.

Mais ce terme est-il adéquat lorsque, comme l'a souligné Me Jacques BERTAUX, le cursus honorum de notre président n'est que la réduction révélée "d'un sacerdoce, d'une passion, d'un engagement total" ?

M. le Premier Président Pierre TRUCHE émut l'assemblée par la surprenante spontanéité de ses propos, dépourvus de tout acadé-

misme : après une analyse documentée des différentes facettes dynamiques de notre profession - formation pointue, compétences étendues, ouverture d'esprit, efficacité des actions à l'étranger et de la collaboration active avec les organismes internationaux, développements d'échanges et de coopérations suivies - M. le Premier Président TRUCHE précisa, souriant : "Ne croyez pas à une inopportune digression ; si j'ai ouvert toutes ces lucarnes, c'est qu'au-delà de chacune d'elles je vois la personne de Me Jacques ISNARD".



Ainsi, le premier magistrat de France, se conformant au souhait inexprimé de l'artisan, avait apprécié l'œuvre avant de célébrer les mérites de son auteur.

Fidèle à ses passions, Me Jacques ISNARD retraca ensuite avec ardeur l'évolution de la corporation d'huissier de justice : du « chauffagiste des salles d'audience costumé de bure » de jadis, à l'universitaire autonome et compétent du 2ème millénaire, prêt à relever le défi de la mondialisation, singulièrement par le relais de l'Union Internationale des Huissiers de Justice dont il préside la destinée depuis quatre ans. Avec la modestie qu'on lui connaît, le président ISNARD souligna les mérites des compagnons de ses multiples combats, avec une mention particulière pour ses "tifosi de coeur" les plus patients : son épouse Michèle et son fils Nicolas.

L'émotion partagée fut palpable au cours de cette soirée cordiale que chacun se refusait à quitter.

Marie-Thérèse Caupain



À partie de l'assemblée, visiblement attentive et émue ;
à l'extrême droite, Nicolas ISNARD, fils du Président

part of the gathering, clearly attentive and touched ;
at extreme right, Nicolas ISNARD, President's son

President Jacques ISNARD awarded the Légion d'Honneur

Our President, Maître Jacques ISNARD was awarded the Légion d'Honneur by Mr Pierre TRUCHE, the President of the Court of Cassation, at a ceremony that was both warm and prestigious on the 17th September 1998. .

The President of the French National Chamber, Maître Jacques BERTAUX, had invited a number of people to the ceremony, including leading members of the French legal world and Maître ISNARD's family, friends and colleagues, who had all witnessed the various stages of his remarkable career..

There must however be some doubt about the choice of term when, as Maître Jacques BERTAUX stressed, Maître ISNARD's curriculum vitae reveals so much commitment and passion that it looks more like a vocation than a mere career.

President Pierre TRUCHE addressed the gathering with a moving and surprising degree of spontaneity, quite devoid of academicism. He offered an illustrated account of various dynamic aspects of the profession,

moving from the relevance of its training, its extensive skills, open-mindedness, the effectiveness of actions taken abroad and active collaboration with international bodies, to the development of sustained exchanges and co-operation. He then smiled and said : « *And do not think this is merely a digression: if I have opened so many doors, it is because I see the person of Jacques Isnard behind every one of them.* »

Thus the most important judge in France had appreciated the work before celebrating the merits of the author, which is the dearest wish of every craftsman.

Jacques ISNARD, ever faithful to his passions, then spoke enthusiastically of the evo-

lution of his profession from the "man in homespun who kept the courtroom warm" of former times, to the autonomous and highly skilled graduate of the second millennium, who was ready to take up the challenge of globalisation, especially through the International Union of Judicial Officers over whose fate he had presided for four years.

With his customary modesty, Maître ISNARD stressed the merits of his brothers in arms, with a particular mention for his most patient fans, his wife Michèle and his son Nicolas.

Feelings ran deep and a very pleasant evening was had by all.

Marie-Thérèse Caupain



*President ISNARD among members of the International Union.
At center, his wife, Michèle ISNARD*

Le Président ISNARD entouré des membres de l'Union Internationale.
Au centre, son épouse, Michèle ISNARD

Sont à l'honneur...



Arpad DIENES (Hongrie)

Maître Arpad DIENES est huissier de justice à Szeged. Il fait partie de cette équipe de pionniers qui œuvrent depuis quatre ans maintenant pour le développement de la jeune profession d'huissier de justice en Hongrie.

Elu vice-président de la Chambre Nationale hongroise à la création de celle-ci, il a, depuis lors, été constamment renouvelé dans ses fonctions ce qui démontre la confiance que lui témoignent ses confrères.

Me DIENES est encore, depuis l'admission de la Chambre hongroise au sein de l'Union Internationale, le représentant inamovible de ce pays dans notre organisation où sa sympathie mais aussi la justesse de ses interventions sont toujours appréciées. Le Gouvernement hongrois vient, très légitimement, de distinguer notre honoré confrère en lui conférant la **Croix d'Argent de la République** en reconnaissance à ses innombrables mérites.

La Rédaction de l'U.I.H.J. Magazine adresse ses plus vives félicitations aux deux valeureux récipiendaires dont la nomination à ces prestigieuses distinctions rejaillit sur toute l'Union Internationale.

Yacine SENE (Sénégal)

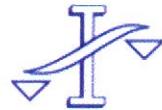
Incontestable actrice de l'éveil africain au sein de notre organisation, elle est l'initiatrice du colloque de DAKAR d'avril 1996 qui a scellé l'adhésion massive de nos confrères de ce continent à l'Union Internationale.

Figure emblématique des huissiers de justice africains, elle milite à l'intérieur de l'Union avec une foi et une détermination inébranlables pour la reconnaissance en Afrique d'une profession d'huissier de justice forte, dotée d'un haut niveau de connaissances et indépendante.

Elle est l'ambassadrice de l'Union pour l'Afrique Centrale et Occidentale depuis deux ans. Sa présence dans le cercle des délégations internationales est toujours remarquée et son action est, à chaque occasion, unanimement saluée par les présidents et les délégués de chaque pays.

Les grandes qualités de Mme le Président SENE qui l'ont conduite récemment à être portée à la tête de l'Ordre National des Huissiers de Justice du Sénégal lui ont valu la reconnaissance de son pays dont le Président de la République vient de la nommer **Chevalier dans l'Ordre National du Mérite**.





Roll of honour...

Arpad DIENES (Hungary)

Mr Arpad DIENES is a judicial officer in Szeged where he belongs to the team of pioneers which has been developing the new profession of judicial officer in Hungary for 4 years.

He was elected as Vice President of the Hungarian National Chamber when it was set up and his mandate has been renewed without interruption, which shows the degree of confidence that he inspires among his colleagues.

Mr DIENES has represented his country in our organisation since the Hungarian Chamber joined the International Union, where his good nature and the accuracy of his contributions are always appreciated. The Hungarian government has just acknowledged his many merits by awarding the **Silver Cross of the Republic**.

Yacine SENE (Senegal)

Mrs SENE is the undisputed architect of the emergence of Africa within the organisation. She initiated the Dakar symposium in April 1996 which set the seal on the massive entry of the African countries into the International Union.

Something of a figurehead among her African colleagues, she has worked within the Union for the recognition of the profession in Africa with faith and unshakeable determination. Her aim is to see a strong, independent, highly qualified profession.

She has been the Union's ambassador in central and west Africa for two years. Her presence among international delegations never goes unnoticed and her actions always receive a unanimous welcome from the national delegates and presidents of national associations.

Thanks to her great strengths, she has recently been elected to head the Senegalese National Order of Judicial Officers and has been made a **Knight of the National Order of Merit** by the President of the Republic, in sign of her country's recognition.

The staff of the IUJO Magazine would like to offer its warmest congratulations to these two most courageous nominees whose distinction can only enhance the prestige of the whole International Union.

T ravaux de la conférence de La Haye

Dans le cadre de l'unification progressive des règles de Droit International Privé, une commission spéciale s'est réunie pour la troisième fois, du 10 au 20 novembre 1998, dans les bâtiments de l'Académie de Droit International du Palais de la Paix à La Haye.

Son objectif était d'établir un projet de convention sur la compétence juridictionnelle internationale et les effets des jugements étrangers en matière civile et commerciale.

C'est en sa qualité de membre observateur que l'Union Internationale était présente aux séances de travail de la commission spéciale représentée alternativement par :

- Me Luc CLAES, membre du Comité Exécutif de l'UIHJ,
- Me Leo NETTEN, trésorier-adjoint de l'UIHJ,
- Me Dominique ARIBAUT-ABADIE, membre de l'UIHJ.

Les premières discussions tendaient à déterminer le champ d'application de la future Convention qui reprend pour partie la liste des matières exclues par la Convention de La Haye de 1971. C'est ensuite le champ d'application géographique qui a été évoqué.

Une fois ces domaines établis, il a été analysé les règles de compétence suivantes :

- Les compétences obligatoires du for du défendeur,

- L'élection de for,
- La comparution du défendeur sans contestation de la compétence.
- La compétence :
 - a) en matière de contrats en général,
 - b) en matière de contrats avec les consommateurs,
 - c) en matière de contrats de travail,
 - d) en matière de succursale,
 - e) en matière de délit,
 - f) fondée sur l'activité,
 - g) fondée sur les trusts.
- Les compétences exclusives en matière de droits réels immobiliers.

Une grande partie des travaux a porté sur :

- les mesures provisoires et conservatoires, au sujet desquelles il existe une réelle réticence de certains experts. Ils souhaitent définir avec précision ces mesures, leur champ d'application, le Juge compétent pour les ordonner, et fixer leurs effets en les limitant ou non au pays de la juridiction qui les a ordonnées.

D'autres experts, dans le but de faciliter l'exécution des décisions, sont favorables à de telles mesures qui auront également pour effets d'éviter l'insécurité juridique qui naît de la diversité des droits nationaux,

- les compétences interdites

Dans une troisième étude, la convention détermine précisément la notion de reconnaissance ou d'exécution d'une décision ren-



due par une autorité juridictionnelle d'un autre Etat contractant. Pour cela, les règles générales de reconnaissance sont définies, ainsi que les règles spéciales concernant les décisions rendues par défaut.

Les débats ont ensuite évoqué la possibilité d'établir une liste complète des pièces et documents à produire en vue de la reconnaissance d'une décision. Sans remettre en cause l'exécution proprement dite toujours soumise au droit de l'Etat requis.

Quant aux actes authentiques et les transactions, il ne semble pas y avoir d'obstacles à ce qu'ils suivent les mêmes dispositions que celles prévues pour les décisions émanant d'une autorité juridictionnelle.

Pour renforcer l'unité des décisions, la Convention prévoit que les Juges pourront communiquer de pays à pays par tous moyens et désigner ainsi la juridiction compétente.

En conclusion, un rapport de synthèse va être réalisé sur les travaux de la Commission Spéciale par Mme Catherine KESSEDJIAN, Secrétaire Général Adjoint de la Conférence de La Haye, qui deviendra la base de travail de la prochaine commission qui se réunira en 1999.

INTERNET

La Conférence de La Haye a récemment ouvert son propre site Internet. La création de ce site a été rendue possible grâce à une contribution financière spéciale du Gouvernement des Pays-Bas.

Le site, qui est entièrement bilingue français/anglais, peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.hcch.net>

Informations mises à disposition

Le site contient une information générale sur la Conférence de La Haye et une information détaillée sur les Conventions de La Haye. La *Page d'accueil langue française/English language homepage* indique à gauche de la page les différentes catégories d'informations que le site offre.

En cliquant sur "Conventions", par exemple, on accède à la "liste des Conventions"; en cliquant sur le numéro précédent chaque Convention, on accède au texte intégral, à l'état, à la bibliographie, etc. de cette Convention. Pour deux Conventions - la Convention de 1993 sur l'adoption internationale et celle de 1996 sur la protection des entrants - les Rapports explicatifs de M. G. Parra-Aranguren et de M. P. Lagarde se trouvent sur le site. En cliquant sur "Etats membres", on accède à la liste des Etats membres de la Conférence, avec indication de l'Organe national désigné par chaque Etat et, dans un proche avenir, une liste - par pays - des Conventions signées ou ratifiées par chaque Etat. En cliquant sur "Autorités" on accède aux Autorités (centrales et autres) désignées conformément aux Conventions sur l'entraide judiciaire et administrative.

Mise à jour régulière

L'information donnée sur ce site est régulièrement mise à jour. En outre, le Bureau Permanent s'efforcera d'ajouter des informations supplémentaires, telles que, par exemple, les Rapports explicatifs sur d'autres Conventions que celles mentionnées ci-dessus.

Le Bureau Permanent est conscient du fait que le site Internet n'est pas complet et doit être amélioré pour le rendre encore plus utile.

Toute suggestion des Organes nationaux à cet égard sera la bienvenue.

Obtention de documents

E.mail

Au cas où il ne serait pas possible d'utiliser un *browser*, un certain nombre de documents sur le site Internet peuvent être obtenus par e-mail, à l'adresse suivante : info@hcch.net.

L'ordinateur Internet de la conférence de La Haye donne des réponses automatiques par e-mail (normalement dans les 12 heures) aux adresses e-mail suivantes :

- Information générale sur la conférence de La Haye : inforg@hcch.net ;
- Liste des conventions :
convindexfri@hcch.net ;
- Liste des Etats membres :
membres@hcch.net ;
- Informations détaillées sur les Autorités désignées conformément à la Convention sur l'enlèvement d'enfants de 1980 :
caabduc@hcch.net ;
- Informations détaillées sur les Autorités (centrales et autres) désignées conformément à la Convention sur l'adoption internationale de 1993 :
caadopt@hcch.net ;
- Toutes les informations contenues dans ces documents sont mises à disposition selon les conditions mentionnées à la page : conditions@hcch.net.

FTP

En outre, beaucoup de documents du site de la conférence de La Haye peuvent égale-

ment être obtenus en format :

*.DOC ("Word 6.0/95"),
ou
*.WPD ("WordPerfect 5.1"),
ou
*.TXT ("Windows ANSI text")
par : [ftp.hcc.net](ftp://ftp.hcc.net).

Promotion de l'utilisation du site

Le Bureau Permanent espère que le site fournira des informations facilement accessibles aux Organes nationaux, aux Autorités (centrales) et aux professionnels juridiques ainsi qu'aux plus de 2 milliards de ressortissants des Etats membres intéressés par les Conventions de La Haye. D'autre part, le site pourra contribuer à rendre les Conventions de La Haye mieux connues dans le monde. Il contribuera également, du moins l'espère-t-on, à réduire la charge croissante qui pèse sur le secrétariat de la Conférence et sur les Etats membres résultant de l'importance accrue des Conventions de La Haye dans la vie de chaque jour et pour un nombre de plus en plus grand de personnes. Il serait aussi utile que les Organes nationaux fassent une large publicité au site Internet dans leurs pays, notamment en donnant l'information aux Autorités (centrales) désignées, aux tribunaux, aux organisations professionnelles, aux revues juridiques, etc. Le Bureau Permanent fera évidemment également de son mieux pour rendre le site largement connu.



Me Dominique
ARIBAUT-ABADIE



Working session on the Hague Conference

A special commission met for the third time from the 10th to 20th November 1998 at the Academy of International Law in the Palace of Peace in the Hague, further to the gradual unification of the rules of Private International Law.

Its aim was to draw up a draft convention on international jurisdiction and the effects of foreign judgments in civil and commercial matters.

The International Union attended the working sessions of the Special Commission in its capacity as a member observer. It was represented alternately by :

- Maître Luc CLAES, Member of the Executive Union of the IUJO,
- Maître Leo NETTEN, Deputy Treasurer of the IUJO,
- Maître Dominique ARIBAUT-ABADIE, Member of the IUJO.

The initial discussions were intended to define the scope of the future convention which will be concerned, in part, with matters that are not covered by the Hague Convention of 1971. The participants then turned to the geographical scope of the convention.

Once these matters had been decided, the following jurisdictional rules were analysed :

- The mandatory powers of the defendant's court
- The choice of court
- The defendant's appearance without questioning the jurisdiction
- Jurisdiction in :
 - a) contractual matters generally
 - b) the formal recording of evidence in consumer matters
 - c) the formal recording of evidence in employment matters
 - d) matters regarding branches of companies
 - e) criminal matters
 - f) based on the activity
 - g) based on trusts.

- Exclusive jurisdiction in matters concerning rights in rem in real estate matters.

A large part of the work was concerned with :

- Protective and interim measures, about which some experts felt real reluctance. They believed that such measures should be defined with precision, along with their scope and the court that would be competent to order them, and they believed that the effects thereof should be limited, or not limited, to the country of the jurisdiction from which they emanated.

Other experts, in order to facilitate the execution of decisions, were in favour of such





measures which would make it possible to avoid the legal uncertainty which resulted from the diversity of national legal systems.

- **Forbidden jurisdictions**

In a third study, the Convention gave a precise definition of the notion of acknowledgement or execution of a decision made by an authority having jurisdiction in another member state. The general rules of acknowledgement were defined, along with the special rules concerning decisions made by default.

The participants then considered the possibility of drawing up a complete list of documents to be produced in order to have a decision acknowledged. Without questioning the execution itself which would still be subject to the law of the requested state.

It was felt that there was nothing to prevent notarised instruments and settlements from following the provisions governing decisions emanating from authorities with jurisdiction.

In order to create more unity between judgments, the Convention provided that judges would be able to communicate from country to country by all available means and thereby designate the jurisdiction concerned.

In conclusion, Mrs Catherine KESSEDJIAN, Deputy Secretary General of the Hague Conference, would produce a summary of the work of the Special Commission which would provide the base for the next commission which would meet in 1999.

INTERNET

The Hague Conference on private international law has recently opened its own website. The creation of this website has been

made possible by a special financial contribution from the Netherlands Government.

The website is entirely bilingual French/English and can be found at the following address : <http://www.hcch.net>

Information provided

The website contains general information concerning the Hague Conference and detailed information on the Hague Conventions. The attached *English language homepage/Page d'accueil langue française* shows on the top left the various categories of information which the site provides.

A click on "Conventions", for example, will lead you to the "list of Conventions"; a further click on the number preceding each Convention will then lead you to the full text, to the status report, to the bibliography, etc. of that Convention. Moreover, for two Conventions - the 1993 Hague Intercountry Adoption and the 1996 Protection of Children Conventions - the Explanatory Reports drawn up by G. Parra-Aranguren and P. Lagarde, respectively, are available. A click on "Member States" will show a list of States Members of the Conference with the National Organ designated by each State, as well as, in the near future, a list - per country - of Hague Conventions signed or ratified by each State. A click on "Authorities" shows the (Central and other) authorities designated under the Conventions on judicial and administrative co-operation.

Regular updating

All the information provided on the website is being regularly updated. Moreover, the Permanent Bureau will do its best to add further relevant information, such as Explanato-



try Reports on Conventions other than the two mentioned above.

The Permanent Bureau is well aware that the website is not complete and needs to be further worked on, to make it even more useful. Any suggestions from the National Organs to this effect will be very welcome.

Retrieval

E-mail

In case there is no browser available, a number of documents on the website may also be retrieved through e-mail, through : info@hcch.net

The Hague Conference Internet computer gives automatic e-mail replies (usually within 12 hours) at the following e-mail addresses :

- General information on the Hague conference : infosheet@hcch.net ;
- Overview of Hague Conventions : convindex@hcch.net ;
- Overview of Member States : members@hcch.net ;
- Full details concerning Authorities designated under the 1980 Child Abduction Convention : caabduct@hcch.net ;
- Full details concerning Authorities designated under the 1993 Intercountry Adoption Convention : caadopt@hcch.net ;
- All information in these documents is provided under the conditions as mentioned in : conditions@hcch.net.

FTP

Moreover, many of the documents on the Hague Conference site can also be downloaded in the file formats :

*.DOC ("Word 6.0/95"),
or
*.WPD ("Wordperfect 5.1"),
Or
*.TXT ("Windows ANSI text")
through : [ftp.hcch.net](ftp://ftp.hcch.net).

Promoting the use of the site

It is hoped that the website will provide easily accessible information to the National Organs, (Central) Authorities, (legal) professionals and those of the well over 2 billion citizens of the Hague Member States who are interested in the Hague Conventions. Moreover, the site will hopefully contribute to make the Hague Conventions better known in the world. This will also, it is hoped, take off some of the rapidly increasing burden on the Conference's secretariat and on the Member States as a result of the increasing relevance of Hague Conventions to the daily life of more and more people. It would, therefore, be helpful if the National Organs would give wide publicity to the website in their countries, e.g. by informing (Central) Authorities designated under the Convention, the courts, professional organizations, legal periodicals, etc. Of course, the Permanent Bureau will also do what it can to make the existence of the site widely known. □

Dominique ARIBAUT-ABADIE